

Modèle de partage de l'information du CDPISP – septembre 2020

Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CDPISP de septembre 2020.

Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être partagées en dehors du CDPISP sans l'approbation de la juridiction membre (auteur).

Administration : QUÉBEC	Personnes-ressources
<p>1. Réalisations : Mettez en relief les principales réalisations en matière de la TI/GI, et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.</p>	<p>TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE</p> <ul style="list-style-type: none"> Le 3 juin 2019, le gouvernement a dévoilé la <i>Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023</i> qui vise à offrir des services publics plus intuitifs et faciles d'utilisation pour la population et à améliorer l'efficacité de l'État. Plusieurs actions à portée gouvernementale sont déjà déployées, notamment : <ul style="list-style-type: none"> en juin 2019, la création du Centre québécois d'excellence numérique, dont la mission est d'accélérer et de faciliter la transformation numérique gouvernementale par le partage et la collaboration avec l'écosystème numérique; en septembre 2019, le déploiement, par l'entremise de l'Académie de la transformation numérique, d'une offre de formation pour répondre aux besoins des organisations en matière de transformation numérique et pour les aider à relever les défis que pose l'arrivée massive du numérique; en octobre 2019, la mise en place de la nouvelle plateforme gouvernementale de consultation publique, une mesure clé de la Stratégie, conçue pour héberger l'ensemble des consultations publiques du gouvernement du Québec; le 10 octobre 2019, la sanction de la <i>Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique</i>, qui : <ul style="list-style-type: none"> permet au gouvernement de désigner les organismes publics qui devront communiquer à toute personne ou à tout organisme les renseignements qu'ils détiennent si cette communication est nécessaire à la réalisation d'un projet désigné d'intérêt gouvernemental par le Conseil du trésor; permet de confier à un organisme public une fonction ou une responsabilité liée à la réalisation d'un projet d'intérêt gouvernemental; <p>Suzie Dion suzie.dion@sct.gouv.qc.ca Directrice générale du Centre québécois d'excellence numérique et cheffe déléguée à la transformation numérique</p>



- circonscrit l'utilisation et la communication de renseignements personnels qui peuvent être faites et donne au gouvernement le pouvoir d'édicter des règles particulières de protection;
- prévoit des dispositions en matière de reddition de comptes et de transparence.
- en novembre 2019, la collecte des plans de transformation numérique issus des ministères et des grands organismes. L'analyse des plans confirme que les organisations publiques ont bien entrepris le virage numérique;
- en mars 2020 : lancement de la Vitrine numériQc. Consacrée à la transformation numérique gouvernementale elle vise à mettre en lumière les réalisations numériques de l'administration publique, à générer un intérêt pour la culture numérique et à inspirer les organisations publiques dans leurs pratiques en la matière;
- en mars 2020, publication, sur la Vitrine numériQc, du Standard des pratiques numériques. Cette publication vise à soutenir la transformation numérique, à moderniser les façons de travailler de l'administration publique, à inculquer la pensée numérique et veiller à l'intégration d'une culture du numérique;
- en mai 2020 : publication sur la Vitrine numériQc, de la démarche de conception de services numériques. Cette démarche permet à l'administration publique d'orienter ses travaux vers l'application des meilleures pratiques d'amélioration continue et d'accélérer la conception de services numériques, en favorisant l'implication des utilisateurs finaux et la livraison itérative de valeur à chacune des phases;
- en mai 2020 : dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Service québécois d'identité numérique » (SQIN), un premier dossier d'affaires a été autorisé au Conseil des ministres par le décret 511-2020. Il porte sur le projet 1 « Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens ». Ce décret confie également au CQEN la responsabilité de réaliser le dossier d'affaires (soit la phase de planification) du projet 2 « Identité numérique citoyenne ».

SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – PROTECTION DES DONNÉES

- En mars 2020, pour une première fois, le gouvernement du Québec se dote d'une politique gouvernementale qui prend en compte les enjeux spécifiques de la cybersécurité.
- La Politique gouvernementale de cybersécurité propose des mesures appropriées pour assurer la protection de l'information et la reconnaissance des risques encourus et pour favoriser l'adoption de comportements cybersécuritaires.
- Des mesures clés en appui à la Politique ont également publiées en mai 2020, et détaillent les actions qui seront réalisées afin de rehausser la sécurité de l'information gouvernementale.
- Au cours des 20 derniers mois, le gouvernement a mis en place des mesures afin de rehausser la sécurité de l'information gouvernementale :
 - Création du Centre gouvernemental de cyberdéfense en novembre 2019, qui permettra de fédérer les efforts, de cibler les enjeux de cyberdéfense et les risques potentiels.
 - Depuis novembre 2019, développement et déploiement du réseau gouvernemental de cyberdéfense, coordonné par le Centre gouvernemental de cyberdéfense, qui vise à prévenir et à réagir face aux incidents grâce à une forte synergie avec les différents partenaires de l'écosystème.
 - Mise en ligne de capsules de formations spécialisées en sécurité de l'information sur le site de l'Académie de la transformation numérique en mai 2020, dont deux destinées aux employés de l'État œuvrant dans le domaine de la sécurité et quatre destinées à l'ensemble du personnel de la fonction publique.

Christiane Langlois

christiane.langlois@sct.gouv.qc.ca

Directrice générale de la sécurité
de l'information gouvernementale

- Rappels fréquents des bonnes pratiques nécessaires à la protection adéquate de l'information. Des communiqués ont régulièrement été transmis aux responsables organisationnels de sécurité de l'information (ROSI), aux dirigeants de l'information (DI) et aux dirigeants d'organismes (DO).
- Suivis auprès des organismes publics visant à régulariser la désuétude des serveurs Windows 2008 et les postes de travail Window 7. En date de la fin de support, soit le 14 janvier 2020, des mesures adéquates sont assurées ou prévues pour 99,9 % des serveurs et des postes de travail.

INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC

- l'adoption, le 20 février 2020, du projet de loi n° 37, *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*.
 - La crise sanitaire liée à la COVID-19 a retardé la création de ces organismes au 1^{er} septembre 2020.
 - La création d'Infrastructures technologiques Québec permettra aux organismes publics de consacrer moins d'efforts à la gestion des infrastructures technologiques et davantage d'efforts à la transformation numérique de leurs services au bénéfice des citoyens.
 - Infrastructures technologiques Québec permettra également :
 - De disposer d'infrastructures technologiques et de systèmes de soutien communs performants;
 - D'assurer le développement, l'exploitation et l'optimisation des infrastructures technologiques partagées en évitant la duplication des solutions;
 - De contribuer à rehausser la sécurité de l'information numérique gouvernementale

Pierre E. Rodrigue
 Secrétaire associé à la
 transformation numérique
 et dirigeant principal de
 l'information
pierre.rodrigue@sct.gouv.qc.ca

Priorités: Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme **principale priorité/initiative sur la TI/GM au cours des 12 à 36 prochains mois.**

Le PSCIOC est particulièrement intéressé par l'information dans les domaines suivants:

- **Gouvernement numérique**
- **Cybersécurité**
- **Gestion des talents**

Sécurité de l'information – Protection des données

- Plus que jamais, les organismes publics doivent être préparés à faire face aux nouvelles cybermenaces.
- La protection des données passe obligatoirement par une évaluation efficace des vulnérabilités éventuelles des moyens de communication et des infrastructures technologiques utilisées au sein de l'appareil gouvernemental.
- Le gouvernement doit demeurer proactif en matière de sécurité de l'information dans le but d'anticiper les nouvelles menaces et d'adopter des mesures pour les surmonter efficacement.

Identité numérique

- Mise en place d'une identité numérique fiable pour tous les citoyens via la programme « Service québécois d'identité numérique » (SQIN), qui se composera de plusieurs projets et soutiendra la mise en place d'une fondation numérique permettant l'accélération de la transformation numérique.
 - Le programme SQIN est une solution gouvernementale qui procurera une identité numérique sécuritaire aux citoyens et qui permettra une utilisation simplifiée des services gouvernementaux.

Transformation numérique gouvernementale

- La poursuite de la mise en œuvre de la transformation numérique à l'échelle gouvernementale.

Gestion des données numériques gouvernementales

- Le renforcement des pratiques de gestion des données numériques gouvernementales nécessite des changements importants en termes de concepts, de principes, de rôles et responsabilités et d'outils pour la gestion et l'utilisation appropriées des données numériques gouvernementales.



	<p>Intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique</p> <ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement est à préparer une stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique, laquelle vise à tracer la voie pour les organisations publiques en soutenant l'utilisation de l'intelligence artificielle et en balisant son usage. 	
<p>2. Enjeux et besoins : Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>		
<p>3. Sujets d'intérêt : Veuillez identifier des sujets d'intérêt dans votre administration pour les prochaines réunions / téléconférences du CDPISP</p>		